



## Déclaration liminaire de la FSU

5 janvier 2026

Monsieur le Recteur,  
Mesdames et Messieurs les membres du Comité Social Académique,

La FSU et ses représentant·es vous adressent leurs meilleurs vœux pour l'année 2026. Faisons que cette année ne soit pas blanche, qu'elle permette par un réel dialogue social une amélioration du service public de l'éducation au service de ses usager·ères comme de ses personnels. Faisons surtout que le contenu de nos vœux dépasse le stade des vœux pieux.

Ce dernier souhait sera sans nul doute complexe à mettre en œuvre. À ce jour, notre pays ne dispose toujours pas d'un budget adopté par les représentant·es de la Nation et cette situation doit déjà peser sur les conditions de la préparation de rentrée 2026. Nous espérons que le calendrier de préparation dans les établissements sera desserré.

La séance de report d'aujourd'hui comporte un ordre du jour allégé du point sur la grille de rémunération des AED cdisé·es. Nous espérons que cela annonce une ambition salariale plus forte et apte à « réenchanter » le travail de ces agent·es indispensable au bon fonctionnement des établissements scolaires ! Concernant les LDG Mobilités qui vont nous occuper, la FSU exprime des regrets.

Dans leur partie Second degré, le groupe de travail de 30 minutes n'a consisté qu'à présenter des aménagements plus ou moins cosmétiques alors que le bilan du mouvement 2025 pointait une nécessité d'amélioration du traitement des bonifications familiales pour les participant·es obligatoires. Pour la partie Premier degré, le groupe de travail n'a permis que des aménagements de surface de la déspecialisation des remplacements. Il n'a pas permis de trouver un consensus en ce qui concerne les conditions de travail et de mobilité des personnels concerné·es, ni de garantir l'effectivité qualitative et quantitative des décharges des directions de 3 classes et moins, et des temps de pondération des collègues exerçant en éducation prioritaire. La FSU Alsace rappelle qu'elle est contre cette mesure de réorganisation du remplacement qui ne s'apparente qu'à une gestion de la pénurie de postes dédiés. Ces nouvelles dispositions risquent de largement dégrader les conditions de travail là où l'intelligence collective et le dialogue social avaient permis de trouver des solutions à la fois efficaces et efficientes, largement plébiscitées par les collègues et les secrétariats de circonscriptions.

Les représentant·es de la FSU se sont toujours montré·es ouvert·es à la discussion et source de propositions. M. le Recteur, si vous partagez nos vœux, faisons-les vivre !